

Nouvelles locales du mercredi 20 janvier 2016

@rib News, 20/01/2016 ĩ SĂ©curitĂ© - Des explosions et tirs dans le sud de la capitale se sont fait entendre Ă 20h50 dans le quartier de Kajiji en zone urbaine de Kanyosha ce mercredi. Les habitants affirment que les explosions ont Ă©tĂ© si fortes qu'Ă©mils ont pensĂ© Ă leur fin. Quelques minutes plus tard, des tirs ont retenti Ă la 2e avenue de Musaga comme o indiquĂ© des sources locales.

- Une tension est perceptible au LycĂ©e communal de Ruhinga en commune de MugambaĂ de la province de Bururi. En effet, les Ă©lĂ©ves ont rĂ©sistĂ© Ă l'arrestation de leur directeur Jean Bosco Nkurikiye et la police est allĂ©e chercher des renforts tout en embarquant un jeune homme qui habite les environs du lycĂ©e. Une source Ă Mugamba indique que la situation peut Ă tout moment dĂ©gĂ©nĂ©rer. - Le recensement menĂ© au sein des forces de dĂ©fense et de sĂ©curitĂ© au pour objectif de fausser les proportions ethniques dans ces corps. DĂ©maprĂ©s des informations concordantes, le SĂ©nat sĂ©mprimerait Ă sortir un rapport concluant sur le surnombre des militaires dĂ©m'ethnie tutsi, contrairement Ă ce que prĂ©lĂ©m'Accord dĂ©m'Arusha et ainsi pouvoir intĂ©grer dans ce corps les jeunes Imbonerakure du CNDD-FDD. Selon des sources proches de lĂ©m'Etat-major de lĂ©m'armĂ©e, le recensement commanditĂ© par le SĂ©nat Burundais cacherait des visĂ©es a sĂ©m'assurer de lĂ©m'Ă©quilibre ethnique au sein des corps de dĂ©fense et de sĂ©curitĂ© tels que prescrit par lĂ©m'Accord ces sources rĂ©vĂ©lent que des militaires ont Ă©tĂ© ordonnĂ©s de Ă dĂ©cliner une ethnie qui nĂ©m'est pas la leur Ă». De r certains militaires nĂ©m'auraient pas complĂ©tĂ©s dĂ©m'eux mĂ©me les fiches de renseignement, un travail qui aurait Ă©tĂ© membres de la commission du SĂ©nat qui se chargeait du recensement. DĂ©m'aprĂ©s les mĂ©mes informations, les fiches des militaires dĂ©m'ethnie hutu issus des anciennes Forces ArmĂ©es Burundaises (ex-FAB) mentionnent qu'Ă©mils sont dĂ©m'ethn Certains militaires estiment que ce recensement menĂ© nĂ©m'avait pas de raison dĂ©m'Ă©tre car lĂ©m'armĂ©e et la police dis service chargĂ© de lĂ©m'administration et du personnel rattachĂ© Ă lĂ©m'Etat-major oĂ¹ toutes ces donnĂ©es sur les origines lĂ©m'ethnie de chaque militaire sont reprises. Cette crainte est renforcĂ©e par les rĂ©cents propos du Major Ntamarerero issu de la rĂ©bellion du CNDD-FDD qui prĂ©conise Ă la destruction de toutes les maisons des quartiers dits contestataires du troisiĂ©me mandat pour rĂ©tablir la sĂ©curitĂ© Ă». Les militaires en colĂ©re demandent Ă la communautĂ© internationale de suivre de prĂ©s les activitĂ©s du prĂ©sident du SĂ©nat RĂ©vĂ©rien Ndikuriyo, des activitĂ©s qui risquent de crĂ©er un chaos approfondir davantage la crise en cours.